

Participation des AASQA à la gestion des situations post-accidentelles

Retour d'expériences et propositions



VERSION DU 3 FÉVRIER 2020

Contexte :

Ce document a été rédigé avec l'objectif de faire un retour rapide sur l'événement « Incendie Lubrizol / NL Logistique » dans le contexte de l'instruction du 12 août 2014 et de l'expérimentation des AASQA qui s'en est suivie. Un retour d'expérience plus nourri de l'événement sus cité doit encore être fait lorsque le recul des équipes d'Atmo Normandie sera suffisant, celles-ci étant encore mobilisées par l'actualité de ce dossier.



Sommaire

Glossaire	3
Introduction	4
Le rapport d'expérimentation des AASQA du 11 octobre 2016	5
Apports techniques	5
Communication	6
Organisation et mutualisation	6
Nouveau rapport d'expériences et propositions réactualisées des AASQA	7
Retour d'expérience d'Atmo Normandie suite à l'incendie Lubrizol / NL	
Logistique	7
Retour d'expérience d'Atmo Auvergne - Rhône-Alpes	9
Retour d'expérience d'AtmoSud	9
Préconisations	10
Volet technique	10
Communication	11
Organisation à froid	11
Engagement des AASQA et de leur fédération Atmo France	12
Annexes	14
Interventions d'Atmo Normandie depuis 2016	14
Interventions d'AtmoSud depuis 2013	18
Interventions d'Atmo Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2008	21

Glossaire

AASQA	Association agréées de surveillance de la qualité de l'air
ARS	Agence régionale de santé
CASU	Cellule d'appui aux situations d'urgence
COD	Centre opérationnel départemental
DREAL	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
FIR	Force d'intervention rapide
INERIS	Institut national de l'environnement industriel et des risques
ORSEC	Organisation de la réponse de sécurité civile
PPI	Plan particulier d'intervention
POI	Plan d'opération interne
QAPA	Qualité de l'air post-accident
SDIS	Service départemental d'incendie et de secours
TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes

Introduction

Les Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) sont des structures créées par la Loi sur l'air de 1996 qui regroupent quatre collèges (État, collectivités territoriales, entreprises, associations) selon une gouvernance équilibrée. Les activités des AASQA sont orientées vers la surveillance de la pollution chronique de l'air très réglementée par les directives européennes y compris le positionnement des capteurs. L'intervention des AASQA lors des accidents ponctuels ne fait pas partie de leurs missions réglementaires traditionnelles. Néanmoins les AASQA accompagnent les pouvoirs publics et les industriels en cas d'accidents, dans la limite de leurs moyens, et informent les populations qui se tournent naturellement vers elles dans ce type de situation.

Le 21 janvier 2013, un rejet fortement odorant émis par l'usine Lubrizol à Rouen, avait touché la Seine-Maritime, puis la région parisienne et enfin le Sud de l'Angleterre. L'impact médiatique de cet événement et les lacunes mises en évidence dans sa gestion avaient poussé l'État à réagir, à travers la publication de l'instruction gouvernementale du 12 août 2014. Ce texte formulait des recommandations pour de meilleures mobilisation et coordination de tous les acteurs pouvant apporter une réponse en matière d'alerte, d'expertise et d'information, et reconnaissait une place aux AASQA dans la gestion de crise. C'est dans ce cadre que trois AASQA (Air Normand, ATMO Rhône-Alpes et Air PACA à l'époque) s'étaient portées volontaires pour participer à une expérimentation visant à préciser les modalités de leur intervention. Cette expérimentation a été menée dans le cadre de groupes de travail national et régionaux. Elle portait sur trois volets : l'expertise dont la métrologie, la communication et l'organisation. A son issue, en octobre 2016, un rapport¹ a été remis au ministère en charge de l'Environnement, ainsi qu'à la Fédération Atmo France, afin d'en faire partager les préconisations notamment à l'ensemble des AASQA. Le groupe de travail national piloté par le ministère ne s'est alors plus réuni et la suite de la mise en œuvre de l'instruction a été pilotée au niveau local (en particulier en Normandie dans le cadre d'un groupe de travail regroupant la DREAL Normandie, la Préfecture de la Seine-Maritime, France Chimie Normandie et Atmo Normandie).

Lors de l'incendie de Lubrizol / NL Logistique intervenu le 26 septembre 2019 à Rouen, Atmo Normandie, directement impliquée dans la gestion de la crise, a appliqué certaines préconisations. C'est l'occasion pour le réseau des AASQA représentées par la Fédération Atmo France de participer au retour d'expérience avec :

- Un rappel des principaux éléments du rapport d'expérimentation de 2016 ;
- Un retour d'expériences depuis 2016 et la présentation de propositions réactualisées.

¹ Rapport relatif à l'expérimentation menée par Air Normand, Air PACA et ATMO Rhône-Alpes dans le cadre de l'instruction du 12 août 2014, daté du 11-10-2016

Le rapport d'expérimentation des AASQA du 11 octobre 2016

Dans l'instruction du 12 août 2014¹ figuraient notamment les préconisations suivantes :

- Développer la capacité d'effectuer rapidement des prélèvements et mesures dans l'air environnant en cas d'accident/incident (actions relevant de la responsabilité des industriels, mais à la réalisation desquelles les AASQA peuvent contribuer) ;
- Améliorer la détection de signaux de pollution par l'AASQA (exemples : plaintes odeurs, mesures) et l'information en conséquence de la préfecture ;
- Assurer un relais vers des informations préfectorales à partir du site de l'AASQA ;
- Suspendre momentanément ou adapter pour la zone concernée la diffusion des indices de qualité de l'air qui montreraient un bon niveau de qualité de l'air sur les polluants réglementés, pour éviter toute confusion auprès du public.

Les nombreux travaux menés dans le cadre de l'expérimentation ont permis de faire émerger des préconisations concernant notamment le rôle que peuvent jouer les AASQA tant d'un point de vue technique, organisationnel que pour la communication.

Apports techniques

Concernant les outils, notamment métrologiques, l'élaboration d'une liste régionale de composés à suivre était un préalable à la mise en place d'un dispositif adapté. Une méthodologie a été produite par le groupe de travail national à cette fin, devant être déployée dans les régions françaises sous l'impulsion du ministère en charge de l'Environnement et des DREAL.

Il a été considéré que le déploiement de « dispositifs à spectre large » (de type canisters), potentiellement activables à distance, était la solution la plus opérationnelle pour permettre la réalisation de prélèvements d'air conservatoires et une caractérisation d'une partie significative des polluants gazeux présents. Et que le recensement des capacités analytiques sur le territoire était aussi indispensable pour assurer des délais d'analyses réduits². Sur les zones les plus à risque ont été proposés en complément du déploiement des canisters d'acquérir des dispositifs métrologiques spécifiques pour la mesure instantanée de polluants les plus couramment recensés, éventuellement rassemblés dans des stations mobiles dédiées.

En parallèle, la possibilité de simuler les zones d'impact, via des plateformes de modélisation de la dispersion des polluants, a été identifiée pour permettre à la fois de gagner en réactivité et en capacité d'expertise (dont l'aide au choix des emplacements de prélèvements et l'analyse de leur représentativité pour la caractérisation des expositions).

¹ <http://circulaire.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&r=38639>

² En particulier pour certaines espèces chimiques comme les composés soufrés dont la durée de conservation est tout au plus de 24h

Communication

Les AASQA ont proposé leur participation au centre opérationnel départemental (COD) ou à la cellule post accident sur demande préfectorale et des modalités de communication en fonction des différentes phases de la crise.

Une autre préconisation consistait en l'optimisation de la gestion des signalements citoyens, via des plateformes dédiées intégrant aussi les signalements de symptômes santé sous une forme directement interprétable par les services de santé.

Organisation et mutualisation

Le rapport préconisait également que chaque AASQA, au niveau de son territoire, agisse pour clarifier et renforcer sa position d'acteur dans la gestion de crise (contacts, conventions, fiches ORSEC). Il y était noté que l'intégration des compétences des AASQA dans le dispositif de gestion des situations accidentelles pourrait, selon les régions, nécessiter le déploiement de moyens humains, organisationnels et techniques conséquents. Ainsi, sur les zones les plus à risque, la mise en place d'une organisation ad-hoc, avec du personnel identifié et en astreinte, permet assurément de gagner en efficacité et en réactivité. Une mutualisation inter-AASQA des moyens, notamment techniques, s'appuyant sur une organisation générale, était proposée dans un souci d'efficacité.

Le principe proposé était de mettre en place des moyens mutualisés, en proportion du niveau de risque d'incidents/accidents par zone. Un socle minimal mis en place dans toutes les régions, afin de détecter les signaux pouvant annoncer une nuisance atmosphérique, de fournir des renseignements aux autorités et de communiquer. En complément, les zones les plus à risque se dotaient de ressources spécifiques afin de mener une véritable analyse de l'impact atmosphérique de l'incident/accident. Ces propositions étaient chiffrées.

Les trois régions engagées dans l'expérimentation se sont dotées de moyens matériels dédiés et adopté une organisation (astreinte à plusieurs niveaux) permettant des interventions, 7 jours sur 7, pour la communication et pour des prélèvements sur site suivant des modalités discutées au niveau des conseils d'administration.

A noter qu'elles ont pu le faire grâce à des moyens financiers amenés par leurs collèges industriels sur dons libératoires de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) air, avec l'accord de l'Etat. Mais, selon les territoires d'autres sources de financement peuvent être recherchées.

Nouveau retour d'expériences et propositions réactualisées des AASQA

Ce qui a été construit dans le cadre de l'instruction du 12 août 2014 a permis d'avancer, mais ne correspond pas entièrement à la demande sociétale.

L'analyse présentée ci-dessous s'appuie sur le retour d'expérience des 3 AASQA pilotes (Atmo Normandie, Atmo Auvergne - Rhône-Alpes et AtmoSud). On trouvera en annexe la liste des événements de pollution (en dehors des épisodes de « pollution chronique ») à la gestion desquels ces 3 AASQA ont été associées par les services publics ou en autosaisine. Y figure l'incendie de Lubrizol et NL Logistique en septembre 2019. Quelques exemples mis en exergue permettent de mesurer les avancées depuis 2016, et de proposer des améliorations pour mieux coller à la demande sociétale.

Retour d'expérience d'Atmo Normandie suite à l'incendie Lubrizol / NL Logistique

L'organisation mise en place entre le SDIS 76 et Atmo Normandie³ a permis de disposer d'échantillons conservatoires d'air dans les premières heures de l'incendie du 26 septembre 2019, ce qui n'avait pas été le cas en 2013. Six échantillons ont été prélevés dans des canisters par le SDIS 76 y compris au niveau du lieu du sinistre. Ce partenariat avec le SDIS est très important car les pompiers sont équipés d'équipements de protection individuelle leur permettant d'intervenir dans des conditions extrêmes (contrairement au personnel des AASQA qui interviennent uniquement sur des secteurs sécurisés).

Les échantillons ont ensuite été transportés en urgence le 26 septembre en fin d'après-midi pour analyse par l'Ineris. Des résultats partiels ont été diffusés par la préfecture le 28 septembre. Un appareil PTR-MS installé sur une station de mesures d'Atmo Normandie aurait pu permettre une analyse plus rapide des canisters. En effet, si un tel appareil avait été opérationnel, les résultats des premières analyses auraient pu être connus dès le 26 septembre 2019. Au delà du délai d'obtention des premiers résultats, la réduction du temps de transport des échantillons permet de limiter les problèmes de conservation pour certaines espèces chimiques (comme les soufrés et en particulier les mercaptans émis notamment sur l'incendie Lubrizol / NL Logistique).

Par ailleurs Atmo Normandie a installé une station mobile dans un délai de 9 heures suivant le démarrage de l'incendie sur les hauteurs de Rouen (zone la plus touchée par les fumées) avec publication des résultats en temps réel, ainsi que des collecteurs de retombées atmosphériques en moins de 12 heures⁴ (analyse des pluies en différé).

³ Convention de partenariat pour le prélèvement et l'analyse d'échantillons d'air ambiant lors de situations incidentelles ou accidentelles signée le 29 septembre 2017 par SDIS76 et Atmo Normandie

⁴ Grâce notamment à la présence d'un laboratoire d'analyse en local avec lequel Atmo Normandie travaillait depuis de nombreuses années mais qui a fermé depuis

Cette mobilisation a permis de documenter l'événement dès les premières heures pour certains polluants spécifiques de l'incendie comme le benzène. Cependant, les dispositifs de prélèvements prévus dans l'instruction ne visent pas spécifiquement les incendies, mais les émanations gazeuses odorantes et/ou toxiques. La fraction particulaire (dont les suies) n'a ainsi pas pu être analysée sur les échantillons prélevés par canister. En effet, comme cela avait été identifié par les AASQA, le canister est une solution « à spectre large », mais non universelle. Outre les composés particuliers, certains composés gazeux ne peuvent être conservés ni analysés avec ces dispositifs⁵. Parmi eux, plusieurs acides inorganiques dont l'acide chlorhydrique (HCl) et l'acide phosphorique (H₃PO₄) qui ont pu être émis lors de l'incendie selon l'Ineris⁶.

En complément de l'analyse précise des phénomènes odorants par des nez formés au Langage des Nez® (nez d'Atmo Normandie, du bureau d'études Osmanthe, des entreprises et nez normands), la plateforme de signalement citoyen ODO, développée par Atmo Hauts-de-France a aussi été très précieuse pour rendre compte de la situation, à la fois en localisation et intensité du phénomène, et pour aider à identifier les problèmes. Le signalement étant fait par le citoyen lui-même, une telle plateforme est donc représentative de la gêne subie par la population et c'est la conjonction de l'ensemble des signalements qui en fait la force. Ces informations obtenues en temps réel sont aussi très utiles pour les industriels qui ont ainsi accès à un feed-back immédiat, avec une visualisation rapide de leur impact environnemental, permettant aussi de mieux positionner les points de prélèvements tests.

A noter que sur cet accident majeur, une solidarité des AASQA s'est mise en place (prêt de matériel, expertise commune...) ce qui a permis d'appuyer Atmo Normandie dans sa grande réactivité. De même il faut noter la solidarité spontanément mise en place entre les salariés formés au Langage des Nez® puisque des Nez des équipes inter-entreprises du Havre et de Port-Jérôme sont venus prêter main forte aux Olfacteurs de Lubrizol lorsque ceux-ci étaient en sous-effectifs.

L'aspect communication durant et post crise est un élément important de ce retour d'expériences. En effet, plusieurs points peuvent être évoqués :

- l'arrêt temporaire de la diffusion de l'indice Atmo conformément à l'instruction a été mal interprété par le grand public : alors que toutes les mesures des stations fixes ont continué à être publiées sur le site internet en temps réel, seul l'indice Atmo prévu de bonne qualité et non représentatif de la situation a été suspendu. Cette suspension a été perçue par le grand public comme si on lui cachait la vérité ;
- le délai d'attente des résultats (pour certains jusqu'à plusieurs semaines) vs la demande d'informations dans l'immédiateté du grand public : la population était très inquiète et angoissée et attendait des informations claires et rapides sur la situation et le danger sanitaire potentiel ;
- la difficulté de vulgarisation de données techniques ;
- l'absence de valeurs de référence sanitaire à communiquer pour une partie des composés mesurés ;
- le décalage entre certaines communications préfectorales ou ministérielles et le ressenti de la population (par exemple : la présence d'odeurs provoquant des vomissements, nausées, gênes respiratoires, irritations oculaires... vs « *un état habituel de la qualité de l'air sur le plan sanitaire* » indiqué par la préfecture) ;

• enfin un climat de suspicion générale s'est répandu rendant difficile toute communication.

⁵ <http://www.atmonormandie.fr/Publications/Publications-telechargeables/Matrice-d-instruction-12-aout-2014>

⁶ Note INERIS-DRC-19-200506-07144A publiée sur le site de la préfecture 76 le 9-10-2019

Dans le rapport d'inspection de mai 2013 intitulé « Organisation de l'alerte, de l'information et de la gestion de crise en cas d'accident industriel dans la perspective de la création d'une force d'intervention rapide »⁷, il est indiqué que la FIR pourrait être renforcée par les AASQA « *aux motifs conjoints de leurs compétences, de leurs apports techniques, de leur caractère opérationnel, de leur légitimité, de leur place en matière d'information, et de leur capacité à communiquer avec le grand public.* » De fait, contrairement à l'incident de Lubrizol en 2013, Atmo Normandie a été associée au COD. Mais il apparaît opportun de renforcer les liens et les habitudes de travail d'Atmo Normandie au sein et/ou avec le COD pour que l'expertise d'Atmo Normandie y soit pleinement intégrée : espace dédié, accès direct aux données et notes techniques (pompiers, Ineris...) relatives à la qualité de l'air et au suivi environnemental, consultation systématique sur les messages liés à la qualité de l'air.

Retour d'expérience d'Atmo Auvergne - Rhône-Alpes

Sur l'intervention sur l'incendie d'octobre 2019 de la pépinière de start ups BelCamp à Villeurbanne traitée à la demande de l'Etat (présence de batteries au lithium), il a été fait l'usage de microcapteurs PM2.5 en fixe et en mobile sous forme de tournées sur les zones habitées autour du site. Cet usage particulier a permis d'évaluer en première approche la zone impactée, le panache étant très spectaculaire et donc inquiétant pour la population.

La modélisation rapide a été d'un grand secours pour orienter les zones de prélèvements pour les impacts environnementaux, le modèle rendu par la CASU étant plus orienté sur les dangers immédiats. Un développement courant de ces outils de modélisation pour les suivis immédiats est donc très intéressant, à condition qu'ils soient adaptés aux niveaux recherchés, pré-paramétrés avec la localisation précise des sources et recalés régulièrement. Sur de gros événements, qui durent, les photos satellites peuvent également être d'un grand intérêt (cas de l'incendie de la centrale de compostage/bois traités savoyarde à Montmélian)

Les moyens lourds ont ensuite été déployés dans la demi-journée pour prendre le relais.

A noter que beaucoup d'interventions concernent des incendies, et pas uniquement des sites SEVESO 2 seuils haut odorants (établissements ciblés par l'instruction).

Depuis l'expérimentation, et au fur et à mesure des incidents, le rôle joué par les réseaux sociaux et grandissant, il convient donc d'en tenir compte dans la stratégie de communication. L'ouverture des plateformes de signalement peut permettre une meilleure appropriation par la population.

Retour d'expérience d'AtmoSud

Depuis l'expérimentation, un travail important a été réalisé par AtmoSud dans la mise en place et le maintien des moyens et également dans les dispositions organisationnelles.

Un plan qualité cadre la mission d'intervention d'AtmoSud pour l'évaluation de la Qualité de l'Air Post Accident (QAPA). Ce plan documente l'ensemble du processus, depuis la veille jusqu'à la communication en passant par le déclenchement, la conception et la mise en œuvre du dispositif.

⁷ https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/cge/organisation-alerte-crise.pdf

Ce plan est largement partagé avec les autres acteurs de la gestion des accidents afin de garantir des échanges fluides et des interfaces efficaces.

Pour le volet de la modélisation, AtmoSud a mis en place un outil spécifique : SIMPAC. Il s'agit d'un outil pourvu d'un modèle lagrangien adapté à la simulation des accidents industriels qui permet de produire une cartographie de pollution avec une résolution « très fine échelle ». Opérationnel et facilement opérable par les personnes d'astreinte, il permet de produire de l'information (scenarii sur 12, 24 et 48 heures) en 2 heures de temps.

SIMPAC apporte des informations complémentaires à celles fournies par la CASU. Sa valeur ajoutée se traduit dans la finesse spatiale et temporelle de l'information produite, indispensable dans la gestion des accidents, en particulier dans les régions au relief et météo complexes.

Le retour d'expérience sur l'utilisation de SIMPAC dans la gestion de plusieurs incidents/accidents en région PACA tend à démontrer que c'est un outil indispensable pour :

- L'appréciation « rapide » des zones d'impact et l'évolution de la situation sur 12, 24, 48 heures ;
- Il s'agit d'une information de première importance dans la prise de décision rapide, souvent demandée et exploitée par les autorités dans les cellules de crise ;
- L'aide à l'établissement d'une stratégie d'échantillonnage du dispositif de mesure. La pertinence de la stratégie est la garantie de la pertinence et de la représentativité des mesures effectuées : ne « rater les zones à fort impact : maximum de retombées et densité de population ;
- La communication facilement accessible et disponible bien avant les premiers résultats de prélèvement et d'analyses.

Préconisations

Sur la base du rapport de 2016 et des retours d'expérience de différentes AASQA depuis sa sortie, Atmo France, Atmo Normandie, Atmo Auvergne - Rhône-Alpes et AtmoSud font les préconisations suivantes :

Volet technique

1. Etendre le dispositif de prélèvements d'échantillons conservatoires aux composés spécifiques des incendies et aux composés pouvant induire un risque sanitaire à long terme (ne pas traiter uniquement le risque aigu) avec des collecteurs de suies et de pluie, des bioindicateurs (lichens...), etc. .
2. Définir des moyens immédiats et organisations rapides ne nécessitant pas ou réduisant considérablement le temps de transport et d'analyse sur certains composés cibles : microcapteurs, analyseurs tels que PTR-MS sur quelques zones à risque, station mobile pré-équipée d'analyseurs automatiques spécifiques, canisters déclenchables à distance. Ces moyens pourront être répartis en fonction du nombre d'établissements/risques sur zones.
3. Développer la recherche appliquée visant l'utilisation des drones pour le prélèvement d'échantillons et analyses directement dans le panache (par exemple canisters couplés à des microcapteurs).

Communication

1. Développer la participation citoyenne via l'utilisation de micro-capteurs (confiés aux citoyens) ou de plateformes de signalement comme ODO (pour les témoignages concernant les odeurs). Ces plateformes doivent également pouvoir être utilisées pour les signalements de panache et poussières, et la déclaration de symptômes santé.
2. Définir des modalités adaptées d'exploitation des signalements de symptômes santé déclarés par les autorités sanitaires pouvant conduire à des préconisations générales adaptées aux problèmes des citoyens, y compris les personnes les plus sensibles (par exemple : allaitement, sorties des enfants...).
3. Mettre à disposition des industriels les signalements citoyens (anonymisés), pour qu'ils soient informés de la gêne subie par leurs riverains et agissent en conséquence..
4. Développer auprès de tous publics la culture scientifique, la formation, l'information à froid permettant de distinguer risque aigu et risque environnemental, cycles de pollution, principales voies d'exposition à la pollution (inhalation, ingestion, etc.) et les préconisations sanitaires associées au risque environnemental : comment se protéger, éviter de s'exposer, et aussi éviter soi-même de contribuer à la pollution, etc.
5. Faire de l'incendie Lubrizol / NL Logistique un cas d'école pour améliorer la communication :
 - Ouvrir le retour d'expérience sur la communication aux associations, sociologues, psychologues, médecins et toxicologues, médias, etc.
 - Partager le diagnostic et définir ensemble ce qu'aurait été une « bonne » communication, à la fois dans les messages, les canaux, les interlocuteurs/porteurs (AASQA, préfecture, ARS, pompiers...) en considérant les questions posées par les populations et la gestion des «fake news».
6. Réseaux sociaux : une surveillance spécifique des réseaux sociaux est à mettre en place tout au long de la crise afin d'adapter les messages.

Organisation à froid

1. Définir à tous les stades d'interventions les capacités et rôles de chaque acteur en complémentarité (Prélèvements très spécifiques à l'entreprise, interventions du SDIS quand le site n'est pas en sécurité, AASQA moyens légers, AASQA moyens lourds, transporteurs, laboratoires dont RIPA, etc.)
2. Clarifier le positionnement des AASQA par rapport au centre opérationnel départemental (COD) et prévoir un accès à la main courante COD à tous les acteurs de la crise (dont AASQA), y compris à ceux qui ne seraient pas physiquement présents au COD.
3. Favoriser le rapprochement entre SDIS et AASQA pour la prise en charge des tous premiers prélèvements (l'exemple d'Atmo Normandie / SDIS 76 a montré son efficacité) et élargir le partenariat pour compléter le dispositif de prélèvement.
4. Autoriser l'accès pour les AASQA aux informations relatives aux composés pouvant être émis par les usines, pour leur permettre de monter des systèmes mutualisés de prélèvements rapides et adaptés avec leurs membres, au besoin avec des accords de confidentialité

5. Multiplier les collaborations avec des experts, scientifiques et laboratoires pour, le cas échéant, pouvoir répondre au mieux au prélèvement, à l'analyse des composés spécifiques (par exemple avec l'IMT Lille Douai pour l'analyse des composés soufrés), et à l'interprétation des résultats obtenus, y compris sur un plan sanitaire.
6. Rassembler des données de comparaisons sur un grand nombre de produits déjà mesurés ailleurs et pas seulement dans les AASQA, pour être plus réactif dans l'interprétation des résultats :
 - Compléter systématiquement un grand nombre d'espèces chimiques sur quelques sites de référence afin de disposer localement de ces données de comparaison ;
 - Préparer une base de données en amont pour conserver les données, créer des valeurs repères de comparaison.
7. Favoriser l'implication des riverains d'installations industrielles dans la qualification des odeurs, et le dialogue avec les salariés des sites industriels grâce au Langage des Nez®. Cet échange est d'autant plus constructif quand les sites industriels possèdent eux aussi des nez formés qui ont une connaissance fine des notes odorantes issues de leur site, et des notes odorantes des sites voisins. Ces nez industriels, comme ceux du réseau des Nez de l'estuaire (de la Seine) sont capable d'agir rapidement, grâce à cette connaissance en cas d'émergence d'odeurs. Ce type d'interaction Nez riverains/industriels formés mérite d'être développé.
8. Renforcer le rôle de la cellule post-accident⁸:
 - La réunir plus systématiquement et rapidement qu'actuellement (dès les premières heures) ;
 - La consulter pour établir les éléments de communication sur les résultats fournis au public ;
 - Définir à l'avance les méthodes de travail et un unique pilote, pour que les personnes se connaissent.
 - Organiser en amont la manière de rendre accessible l'ensemble des données techniques pour un échange rapide entre les différents experts (SDIS, Ineris, AASQA...) via une base de données commune par exemple ;
 - Inclure cet aspect dans les tests COD / PPI organisés par les préfetures.
9. Revoir les textes d'instruction actuels fondés sur les études de danger pour assurer le lien avec les risques environnementaux. Il est à remarquer que dans le cas de problèmes odorants ou d'incendies, la séparation POI / PPI est moins pertinente, les nuisances sortantes presque systématiquement du périmètre du site. Ainsi, la prise en charge par l'industriel lui-même devient vite plus complexe. De ce point de vue, les classifications actuelles doivent être précisées en termes de nuisances.

Engagement des AASQA et de leur fédération Atmo France

Les polluants émis en situation incidentelle ou accidentelle peuvent être très différents des polluants liés à la pollution chronique. Aucun organisme ne peut s'engager à couvrir tout le périmètre des substances potentiellement émises. Néanmoins, il est possible de couvrir des cas fréquents sur des paramètres communs et un certain nombre de sites, et par la mise en réseau et la capitalisation des expériences progresser en connaissance dans une démarche d'amélioration continue.

⁸ https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/12006_Guide-post-accident_Methode-generale_DEF_26-04-12_light_0.pdf

Du fait du positionnement des AASQA, le public, les autorités et les entreprises se tournent naturellement vers elles en cas de pollution. Les AASQA peuvent apporter leur expertise et concours technique sans pour autant se substituer en responsabilité aux autres acteurs : exploitants, autorités et organismes tels que l'Ineris.

Ainsi, les AASQA et Atmo France s'engagent, sous réserve de disposer des moyens dédiés pour le faire, et d'avoir été mandatées par les autorités, à mettre en place dans chacune des régions de France (métropole et outre-mer) un service proportionnel au risque, selon le principe de mutualisation déjà présenté dans le rapport de 2016 des trois AASQA expérimentatrices :

- Mettre en place la plateforme VIGIE, et organisation des flux d'information (signalements citoyens, signaux de pollution) ;
- Relayer des informations sanitaires des autorités, et adaptation de la communication (indice Atmo en particulier) sur les supports des AASQA ;
- Mettre à disposition des acteurs pouvant intervenir très rapidement (SDIS, exploitants) de systèmes de prélèvement « à spectre large ». Ceux-ci peuvent aussi être installés au niveau de sites judicieusement positionnés et être déclenchés à distance ;
- Développer des capacités de modélisation locale orientée sur les impacts environnementaux air en complément de la modélisation de la CASU orientée risques ;
- Mettre en œuvre des analyseurs toujours en service (de type PTR-MS) permettant une première analyse rapide d'échantillon, de stations mobiles pré-équipées et dédiées aux situations incidentelles pouvant être déployées rapidement
- Déployer des moyens légers d'analyses (type micro-capteurs) ou de prélèvements permettant de vérifier l'étendue de la zone d'impact ;
- Se renseigner sur les capacités d'analyse spécifique des laboratoires régionaux y compris universitaires (et hors RIPA) et des délais pour les mobiliser si besoin ;
- Capitaliser les expériences (bases de données dédiées, cercles d'experts) ;
- Organiser des moyens et échanges en cas de crise sur la base des zones de défense.



CHIFFRAGE

Dans le rapport d'octobre 2016, le budget nécessaire à cette mise en œuvre avait été chiffré à 2,5 millions d'euros de fonctionnement et 4,5 millions d'euros d'investissement sur 5 ans. Ces chiffres seront à reconsolider et à revoir avec des objectifs plus ambitieux, mais permettent de fixer un ordre de grandeur des budgets nécessaires à cette organisation.

Annexes

Interventions d'Atmo Normandie depuis 2016

Lieu / Date / Evènement	Commentaires (rôle Atmo Normandie, contacts...)
Canteleu le 22/01/2016 Signalements odeurs de gaz	Traitement signalements odeurs de gaz Echanges avec le SDIS 76 Pas d'incident industriel identifié
Lillebonne le 30/01/2016 Problèmes d'odeurs et irritations oculaires	Échanges avec SDIS 76 Pas d'incident industriel identifié
Gonfreville le 08/07/2016 Pic de SO2 mesuré	Incident industriel chez Total
Bolbec le 13/08/2016 Incendie d'un stockage de pneus	Intervention Atmo et SDIS pour prélèvements par sacs Tedlar, tubes Tenax, mesure HCN, tubes BTEX Pas de signalement odeur Participation Atmo à cellule post-accident http://www.atmonormandie.fr/Media/Files/Publication-Atmo-Normandie/rapports/2017/note-16-08-17-Nointot
Rouen le 16/08/2016 Signalements odeurs	Une dizaine de signalements odeurs reçus à Atmo Echanges avec SDIS 76 pas d'incident industriel identifié
Lillebonne le 27/08/2016 Pic de SO2 mesuré	Défaut de process site industriel EXXON Unité STIG
Le Havre le 24/01/2017 Signalements odeurs de gaz par des entreprises du secteur	Appel du SDIS 76 suite intervention liés à des signalements Odeurs de gaz au niveau d'entreprises de la ZI. Evacuation des salariés d'une entreprise, investigation des pompiers (en vain, odeur non décrite) Pas d'info sur un incident industriel
Le Havre le 23/03/2017 Signalement odeurs de gaz	Appel du SDIS76 suite signalement odeurs de gaz Incident industriel (fuite d'un wagon rempli de DMDS) Campagne de mesures suite incendie sucrerie
Bolbec le 04/04/2017 Suite Incendie ancienne sucrerie	http://www.atmonormandie.fr/Publications/Publications-telechargeables/Rapports-d-etudes/Evaluation-de-la-qualite-de-l-air-a-Nointot-Bolbec-a-proximite-du-site-de-l-ancienne-sucrerie-lieu-d-un-incendie-couvant-de-pneumatiques-October-2017
Etretat le 24/05/2017 Signalements odeurs	Appel du SDIS 76 suite signalements odeurs possibilité d'une opération de déchargement à Antifer
Le Havre le 27/06/2017 Déclenchement de POI cher Framet suite fuite de HCl	Appel d'Atmo au SDIS 76 pas d'intervention de leur part

Lieu / Date / Evènement	Commentaires (rôle Atmo Normandie, contacts...)
Elbeuf le 03/07/2017 Signalements odeurs	Signalements reçus par Atmo Intervention du SDIS et du SAMU Mesures SDIS RAS Pas de suite de l'ARS <u>Pas d'incident industriel identifié</u>
Antifer le 24/07/2017 Signalements odeurs	Signalements reçus par Atmo Visite sur site DREAL et CIM <u>Pas d'information sur un incident industriel</u>
Le Havre le 04/08/2017 Feu de bac de stockage chez SEDIBEX	Appel de SEDIBEX suite feu de bac de stockage Déclenchement de POI
Le Havre le 25/08/2017 Signalements odeurs	Signalements odeurs reçus par Atmo Tournée olfactive et prise d'échantillon (odeur méthional) par Atmo Échanges avec la CRAN Soupçon confirmé d'épandage de produit très malodorant à base de féculé de pomme de terre en provenance d'un fabricant belge. Lettre co-signée Atmo/DREAL au revendeur. http://www.atmonormandie.fr/Publications/Publications-telechargeables/Rapports-d-etudes/Episode-odorant-Pointe-de-Caux-aout-2017
Rouen le 04/10/2017 Incendie chez Rubis terminal	Appel du SIRACEDPC suite déclenchement de POI lié à un incendie chez Rubis terminal <u>Incendie limité (pas d'hydrocarbures dans le bac de stockage)</u>
Dieppe le 23/02/2018 Incendie de SAIPOL	Mail du SDIS 76 au sujet prélèvement par canister suite à l'incendie de SAIPOL Echantillon récupéré par la DREAL et non analysé car jugé non représentatif de l'exposition des riverains
Rouen le 04/07/2018 Signalements odeurs de gaz	Appel du SDIS 76 suite signalements odeurs de gaz. Analyse météo par Atmo : origine possible Port jérôme. http://www.atmonormandie.fr/Actualites/Retour-sur-trois-evenements-marquants-de-l-ete-2018
Rouen le 09/07/2018 Signalements santé liés à un chantier géré par l'ADEME	Appel du CREPAN suite signalements santé liés à un chantier géré par l'ADEME utilisant chaux (chantier de vidange de bassin de boues) <u>Proposition Atmo de faire des mesures par canister non retenue</u>
Lillebonne le 22/07/2018 Episode de torche chez Exxon Incident chez Exxon	Episode de torche chez Exxon avec panache très noir Atmo sollicitée par la DREAL Analyse échantillon pour HAP Pas de prélèvement par canister du SDIS Pas de contact avec les pompiers Publication d'une actu http://www.atmonormandie.fr/Actualites/(offset)/105 , puis d'un rapport http://www.atmonormandie.fr/Actualites/Retour-sur-trois-evenements-marquants-de-l-ete-2018

Lieu / Date / Evènement	Commentaires (rôle Atmo Normandie, contacts...)
Gonfreville le 05/08/2018 Episode de torche chez Total Incident chez Total	Demande DREAL d'analyse filtre HAP (finalement abandonné car pas pertinent au vu de la direction des vents) Publication d'une actu http://www.atmonormandie.fr/Actualites/(offset)/105 .
Rouen le 23/08/2018 Signalements odeurs de gaz Incident chez Exxon	Appel du SDIS suite signalements odeurs de gaz Pointes atypiques de SO ₂ à port-jérôme. Déclenchement d'ODO auprès des Nez Normands. Leurs relevés + modélisation ont permis de confirmer l'origine : Port Jérôme http://www.atmonormandie.fr/Actualites/Retour-sur-trois-evenements-marquants-de-l-ete-2018
Bolbec le 27/09/2018 Fuite d'acrylate de methyl chez ORIL	Transmission par le SDIS des mesures réalisées par PID
Le Havre le 17/01/2019 Signalements odeurs de gaz	Mail + Appel du SDIS 76 plusieurs appels pour odeurs de gaz sur le Havre en fin de journée <u>Suspecté : odeurs liées à un déchargement de bateau</u>
Fécamp le 23/09/2019 Signalements odeurs de gaz	Appel du CODIS 76 pour signalements odeurs de gaz 2 interventions SDIS + GRDF mobilisé Signalements reçus côté Atmo d'Antifer <u>Piste : déchargement de bateau</u>
Gonfreville le 25/05/2019 Emballément de la réaction de polymérisation chez Total	Echanges avec SDIS 76 Odeurs à proximité du site RAS mesures PID
Le Havre le 01/07/2019 Signalements odeur de gaz	Appel du SDIS 76 suite dizaine signalements odeur de gaz (plaintes très localisées) <u>RAS sur la station la plus proche et pas de signalements recus.</u>
Berville-sur-Seine le 16/07/2019 : Incendie NORVAL	Appel du SDIS pour informer Atmo de l'incendie du site NORVAL de stockage de déchets plastiques et métalliques Prélèvements réalisés par le SDIS 76 et demande d'autres canisters (fourniture de 2 autres canisters) Participation Atmo à cellule post-accident / analyses de dioxines/furannes/PCB et de métaux prescrits dans les sols et une trentaine de végétaux Proposition d'ajouter mesure dans bio indicateurs (lichens ou mousses)
Le Havre le 14/08/2019 Odeurs de gaz signalées par pompiers	Odeur de gaz signalé par pompiers (une dizaine) Suspicion origine : bacs de stockage
Rouen, PPI suite à incendie de Lubrizol NL Logistique le 26/09/2019 et jours suivants	Appel par SDIS76 et SIRACED-PC pour participation à la cellule de crise en préfecture. Nombreuses mesures et canisters prélevés. Suspension de la diffusion de l'indice Atmo sur site Internet d'Atmo le 26, car non représentatif de la situation. Tournées olfactives et nombreux signalements citoyens. Création d'un onglet sur le site internet pour diffusion des résultats http://www.atmonormandie.fr/Lubrizol-NL-Logistique/Introduction . Publication de nombreuses actu et dossiers de presse, conférence de presse

Lieu / Date / Evènement	Commentaires (rôle Atmo Normandie, contacts...)
Lillebonne le 19/10/2019 Episode de torche chez Exxon	Petite augmentation de SO2 Pas de prélèvement de HAP ni CO Publication d'une actu http://www.atmonormandie.fr/Actualites/(offset)/15
Le Havre le 23/10/2019 Incendie entreprise Hettier	Appel de la Préfecture 76 de l'incendie entreprise Hettier Petite augmentation PM10 info transmise au SIRACEDPC Analyse en différé de HAP Publication d'une actu http://www.atmonormandie.fr/Actualites/(offset)/15
Gonfreville le 14/12/2019 Feu de pompe chez Total	Appel SDIS 76 qui signale un feu de pompe chez Total (pétrole brut) question impact sur SO2 Sollicitation DREAL Fourniture de 9 canisters au SDIS76 et gestion des échantillons pour transport et analyse des échantillons (BTEX, COV + composés soufrés, COV légers (<C6)) Installation de 11 tubes radiello 145 Publication d'une info le 14/12 http://www.atmonormandie.fr/Actualites/(offset)/15 et d'un communiqué de presse du 23/12/2019 (avec fichiers de résultats téléchargeables)

Interventions d'AtmoSud depuis 2013

Date / Evènement	Interventions AtmoSud
<p>2 novembre 2013</p> <p>Incendie Incinérateur de Fos EVERE</p>	<p>Saisine par la DREAL puis l'exploitant</p> <p>Modélisation</p> <p>Mesures</p> <p>Expertises</p> <p>Présentation en réunion publique</p>
<p>14 juillet 2015</p> <p>Accident terroriste sur le site pétrochimique de Berre</p>	<p>Saisine par la DREAL puis l'exploitant</p> <p>Modélisation</p> <p>Mesures</p> <p>Suivi des nuisances</p> <p>Expertises</p> <p>Présentation en réunion publique</p> <p>Suivi des impacts à moyens termes</p>
<p>14 juin 2016 Feux de garrigues à Ventabrun</p>	<p>Auto-saisine</p> <p>Mesures par le réseau permanent</p> <p>Expertises</p> <p>Communication</p>
<p>10 août 2016</p> <p>Feux de forêts impactant Marseille</p>	<p>Auto-saisine</p> <p>Mesures</p> <p>Suivi des nuisances</p> <p>Expertises</p> <p>Présentation en réunion publique</p>
<p>18 juillet 2017</p> <p>Incendie des Castanier près de Nice</p>	<p>Auto-saisine</p> <p>Mesures par le réseau permanent</p> <p>Expertises</p> <p>Communication</p>

Date / Evènement	Interventions AtmoSud
19 juillet 2017 Feux de déchèterie à Villeneuve Loubet	Saisine par les services de l'état Participation à la cellule de crise Modélisation Observation par le réseau permanent Eléments pour la prise de décision
8 mars 2019 incident à la plate-forme de Lavéra	Saisine par la DREAL Modélisation Mesures Suivi des nuisances Expertises Communication Suivi des impacts à moyens termes
7 mai 2019 – feu de palettes bois en milieu urbain sur Toulon (83)	Alerte via les réseaux sociaux puis appel préfecture Eléments de langage aux différents acteurs (préfecture, SDIS, ARS) Simulation réalisée et diffusée Pas de mesure
8 mai 2019 – Plateforme de Berre -	Sur demande de la DREAL via le numéro QAPA Simulation faite et diffusée Eléments de langage Pas de mesure
23 août 2019 – Feu d'entrepôt dans ZAC – La Crau (83) -	Autosaisine Alerte via les réseaux sociaux Simulation faite Eléments de langage préparée et diffusion d'une actualité sur site internet AtmoSud
5 juin 2019 Incident électrique TOTAL La mède : Episode de torchage	Saisine par la DREAL Modélisation Mesures Suivi des nuisances Expertises Communication Suivi des impacts à moyens termes

Date / Evènement	Interventions AtmoSud
4 novembre 2019 – Fuite de mercaptans sur ZI de Lavéra (Primagaz) – Martigues (13)	<p>Appel de l'industriel sur numéro QAPA</p> <p>Mise en œuvre de mesures</p> <p>Simulation faite</p> <p>Préparation d'éléments de langage sur le site internet d'AtmoSud</p> <p>Rapport de mesure</p>

Intervention d'Atmo Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2008

An.	Evènement	Secteur activité	Ets concerné	Dépt	Commune	Connaissance évènement par	Demande intervention par	Intervention terrain Atmo	Lien vers bilan publié ou actu.
2019	Incendie	Zone d'activités Entrepôt	Bel Air Camp Communauté d'ets	69	Villeurbanne	DREAL	DREAL	Oui Prélèvements et analyses COV, DIOX, ETM, HAP, PCB, PM Air et retombées Modélisation diffusée Etat Non	Bilan
2019	Incendie	Accessoires automobiles	Oscarlab	38	Bernin	Médias RS Préfecture	/	Suivi données et signalements Modélisation non diffusée	/
2019	Incendie	Recyclage électroménager	Environnement Recycling	03	Domérat	DREAL	DREAL Préfecture	Oui Prélèvements et analyses COV, DIOX, ETM, HAP, PCB, PM Air et retombées Modélisation Diffusée Etat	Actu
2019	Incendie	Fonderie	Ferropem	73	La Léchère	SDIS73	/	Oui Prélèvements et analyses COV, ETM, PM Air Modélisation non diffusée	Actu
2019	Incendie	Centre de tri	Nicollin	69	Saint-Fons	RS	/	Non Suivi données et signalements	Actu 2 fois en 2019
2019	Incendie	Fabrication équipements communication	Hager Security	38	Crolles	Salarié Atmo DREAL	/	Non Suivi données et signalements	Actu
2019	Incident technique	Industrie chimique	Adisseo	38	Les Roches de Condrieu	Signal analyseur SO2 (pic)	/	Non Suivi données et signalements	Actu 2 fois en 2019
2019	Incendie	Stockage plastiques	Interway	69	Saint-Priest	Salariés Atmo RS	/	Non Suivi données et signalements	Actu
2019	Incident technique	Raffinerie	Total	69	Feyzin	Salariés Atmo RS Signalements odeurs	/	Non Suivi données et signalements	Actu 3 fois en 2019

2018	Incendie	Stockage pneus neufs	Allo pneus	26	Valence	DREAL	DREAL Préfecture	Oui Prélèvements et analyses COV, DIOX, ETM, HAP, PCB, PM Air et retombées Modélisation diffusée Etat	Bilan
2018	Incident technique	Industrie chimique	Adisseo	38	Les Roches de Condrieu	Signal analyseur SO2 (pic)	/	Non Suivi données et signalements	Actu
2018	Incident technique	Raffinerie	Total	69	Feyzin	Salariés Atmo RS Signalements odeurs	/	Non Suivi données et signalements	Actu 2 fois en 2018
2018	Incendie	Recyclage électroménager	Environnement Recycling	03	Domérat	DREAL	DREAL Préfecture	Oui Prélèvements et analyses COV, DIOX, ETM, HAP, PCB, PM Air et retombées Modélisation diffusée Etat	Bilan
2017	Incident technique	Industrie chimique	Adisseo	38	Les Roches de Condrieu	Signal analyseur SO2 (pic)	/	Non Suivi données et signalements	Actu 4 fois en 2017
2017	Incendie	Stockage bois	/	73	La Léchère	DDPP	Préfecture	Non	Actu
2017	Incendie	Compostage	Axia	73	Francin	SDIS73	DREAL Préfecture	Oui Prélèvements et analyses COV, DIOX, HAP, PCB, PM Air et retombées	Bilan
2016	Incident technique	Raffinerie	Total	69	Feyzin	Salariés Atmo RS Signalements odeurs	/	Non Suivi données et signalements	Actu 3 fois en 2016
2016	Incident technique	Industrie chimique	Adisseo	38	Les Roches de Condrieu	Signal analyseur SO2 (pic)	/	Non Suivi données et signalements	Actu
2016	Nuisances odeurs	Compostage	Racine	69	Vaulx-en-Velin Villeurbanne	Signalements odeurs Respiralyon (ODO)	/	Non Suivi données et signalements	Actu
2016	Incendie	Industrie chimique	Bluestar Silicones	69	Saint-Fons	DREAL	/	Non Suivi données et signalements	Actu
2015	Nuisances odeurs	Compostage	Racine	69	Vaulx-en-Velin Villeurbanne	Signalements odeurs Respiralyon (ODO)	/	Non Suivi données et signalements	Bilan

2015	Incendie	Stockage bois	Ecopole BE- RAM	69	Décines-Char- pieu	DDPP	Préfecture	Oui Prélèvements et analyses DIOX, HAP, PCB, PM Air et retom- bées Oui	Bilan
2011	Explosion	Fonderie	VFE/VALDI	42	Feurs	DREAL	Préfecture CSS	Prélèvements et analyses ETM Air Oui	Bilan
2009	Incendie	Stockage matelas	ZAC Chassagne	69	Ternay	Signalements odeurs Respi- ralyon (ODO)	ARS	Prélèvements et analyses COV Air Oui	Bilan
2009	Odeurs et symptômes	Industrie chimique	Plateforme Les Roches	38	Saint-Clair-du- Rhône	SDIS38	DREAL	Air Non	Bilan
2008	Incendie	Stockage de bois	VITALE Recy- clage	42	Saint-Cyprien	FNE	DREAL Préfecture	Oui Prélèvements et analyses COV, DIOX, ETM, HAP, PCB, PM Air et retom- bées	Bilan

Participation des AASQA à la gestion des situations post-accidentelles

Retour d'expériences et propositions

VERSION DU 30 JANVIER 2020

Contacts



3, place de la Pomme d'Or 76000 Rouen
contact@atmonormandie.fr



3, allée des Sorbiers 69500 Bron
contact@atmo-aura.fr



146, rue Paradis 13006 Marseille
contact.air@atmosud.org

Fédération des associations
de surveillance de la
qualité de l'air



7 rue Crillon 75004 Paris
contact@atmo-france.org